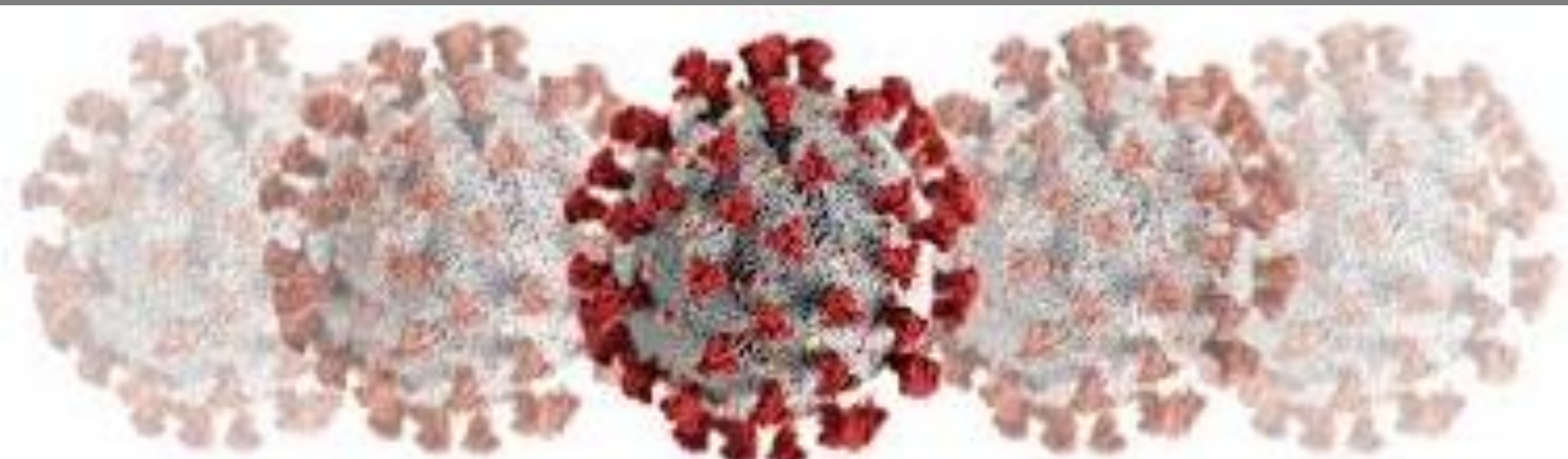




TONY BLAIR
INSTITUTE
FOR GLOBAL
CHANGE

COVID-19 Financement de la riposte économique

14 Mai 2020





Les gouvernements qui réussissent généralement à maximiser la mobilisation des ressources entreprennent 4 étapes

01

Etablissement des objectifs: identifier et énoncer clairement l'objectif général de l'effort

02

Évaluation des besoins: identifier les besoins des plans de relance et identifier les ressources nationales

03

Ciblage des bailleurs de fonds: cibler stratégiquement les bailleurs de fonds externes, en tenant compte de leur solidité financière, de leurs intérêts et de leur expertise technique

04

Demandes crédibles et claires: préparer des demandes de ressources claires, ciblées et crédibles



Les réponses économiques à la crise du COVID-19 comprennent généralement 3 objectifs

Objectifs suggérés d'un plan de relance économique dans le guide de réponse économique de TBI

Exemples de politique

1. ATTÉNUATION ET ADAPTATION



Enrayer l'effondrement, garder les gens en vie et à la maison

1. Augmentation des dépenses de santé afin de maximiser les ressources pour la réponse
2. Adaptation des secteurs essentiels de l'économie à la distanciation sociale (p. ex. marchés, transports)
3. Programme de transfert de fonds au niveau national *en tant que complément aux mesures de distanciation sociale*
4. Programme d'aide alimentaire au niveau national *en tant que complément aux mesures de distanciation sociale*
5. Circuits alimentaires pour les mesures de distanciation sociale : chaîne alimentaire, logistique, prix, stabilité
6. Amorce du dialogue avec le secteur privé afin d'évaluer l'impact et d'élaborer des mesures personnalisées

2. PRÉSERVATION



Protéger les moyens de subsistance et les actifs des personnes

1. Aide pour les PME et les entreprises novatrices/technologiques
2. Aide pour les secteurs clés (p. ex. exportateurs, créateurs d'emplois) et utilisation du secteur privé pour la réponse
3. Aide pour les travailleurs vulnérables, les microentreprises et le secteur informel
4. Maintien des infrastructures et des services publics essentiels, y compris participation aux coûts et utilisation en temps de crise
5. Gestion des vides concernant l'impôt sur le revenu afin que le secteur public garde ses employés et que les contrats de services continuent
6. Gestion de la dette gouvernementale et coordination de l'aide
7. Gestion du secteur financier et de la dette privée

3. REPRISE



Assurer aux gens qu'il y aura une reprise à terme

1. Donner confiance au travers d'une aide économique continue suffisante pour gérer les attentes via un projet et une planification de récupération des ressources crédibles et réalisables
2. Augmentation de l'aide aux secteurs de création stratégique d'emplois, à fortes retombées, payant des impôts et exportateurs afin de maximiser la crise et favoriser la transformation économique
3. Promotion des investissements pour la reprise et l'exploitation de nouvelles opportunités



Avec un sens général des politiques privilégiées, faites une première estimation des ressources dont vous aurez besoin

4 catégories de politiques pays généralement utilisés dans les plans de relance économique (voir plus ici)		Ressources requises			Ressources potentielles
		Ressources monétaires	Expertise et RH	Ressources en nature	
Assouplissement de la réglementation	Modifier la réglementation ou faire appel aux autorités pour contraindre les agents à changer de comportement ou à collaborer				<ul style="list-style-type: none"> Les RH requises pour des mesures moins intensives lié au cash peuvent provenir de Partenariats de Développement spécialisés ou du soutien du secteur privée comme l'IFC
Soutien sur le plan de la trésorerie	Accélérer le paiement des engagements à échéance prochaine ou des arriérés et/ou reporter les impôts/charges aux citoyens				<ul style="list-style-type: none"> L'expertise pour la sélection des mesures de solde net nul peut être soutenue par des partenaires de développement avec des projets de gouvernance déjà en cours, comme la Banque Mondiale et la BAD
Accès à la finance	Faciliter l'accès pour les individus et les entreprises aux mécanismes de financement et/ou accorder des garanties et des emprunts				<ul style="list-style-type: none"> La distribution de transferts monétaires et de nourriture requiert de l'assistance au niveau monétaire et logistique, dans lesquels IFAD et BRAC, partenaires de développement et secteur privé, sont spécialisés
Transferts	Fournir des ressources non financières aux entreprises et aux particuliers, notamment en renonçant aux impôts, droits de douanes et charges.				<ul style="list-style-type: none"> Les ressources monétaires requises pour des mesures d'insertion de liquidité et de transferts aux citoyens viendront plutôt des partenaires de développement, notamment la FMI



Il y a 6 domaines pour la mobilisation des ressources intérieures pour les plans de relance économique et pour la réponse sanitaire du Gouv

1 Réallocation des lignes du budget

- A cause de la crise sanitaire du COVID-19, certaines dépenses courantes et certains projets sont jugés moins prioritaires. Par exemple, dans le secteur du tourisme, les projets auront probablement un retour sur investissement plus faible, les gouvernements peuvent se tourner vers des projets d'infrastructure dans le secteur.

2 Appropriation de nouveaux revenus

- Cette crise pourrait être l'occasion de déployer des impôts progressifs ou d'éliminer les exonérations fiscales régressives qui étaient auparavant politiquement opposées, comme les impôts sur les gains en capital. Parmi ces nouvelles taxes, il pourrait y avoir une taxe sur le pétrole qui, étant donné la chute mondiale des prix du pétrole, peut être introduite sans trop de frais pour les citoyens. En outre, le gouvernement pourrait envisager de prélever des taxes de "solidarité" sur les zones touchées par le vent causé par le COVID-19, y compris le secteur de l'extraction de l'or.

1 Le Ghana a utilisé son «Fonds de stabilisation du Ghana», financé par des prélèvements sur le pétrole, qui a contribué pour un montant de 216 millions de dollars à financer le «*Coronavirus Alleviation Programme*» (CAP)

2 Le Ghana a revu à la baisse ses dépenses en biens et services et investissements de 215 millions de dollars pour financer le CAP



Les gouvernements présentent généralement aux bailleurs de fonds externes les ressources nationales qu'ils peuvent mobiliser pour lutter contre la pandémie

3

Réallocation du personnel gouvernemental

- Le COVID-19 transformera certains services publics en priorités, tandis que d'autres seront moins importants. Dans ces conditions, il serait possible et souhaitable de déplacer les talents de certains services vers des services de priorité plus élevée.

4

Monétisation

- Des emprunts à la Banque Centrale sont actuellement utilisées par la majorité des économies pour répondre à la crise du COVID-19. Néanmoins, cette option doit prendre en considération les potentiels impacts sur l'inflation.

4 La Banque centrale de Sierra Leone a fourni 30% du financement du «*Rapid Response Program to COVID-19*»



Les gouvernements présentent généralement aux bailleurs de fonds externes les ressources nationales qu'ils peuvent mobiliser pour lutter contre la pandémie

5


Création d'un fond public

- Une méthode recommandée est de collecter des ressources pour la riposte en créant un fond public qui engage des revenus présents ou futurs, et d'inviter des PDD à y contribuer.

6

Management de la dette

- Compte tenu des nouvelles conditions fiscales, le paiement régulier de la dette domestique et externe peut être reconsidérée (voir section sur allègement de la dette).



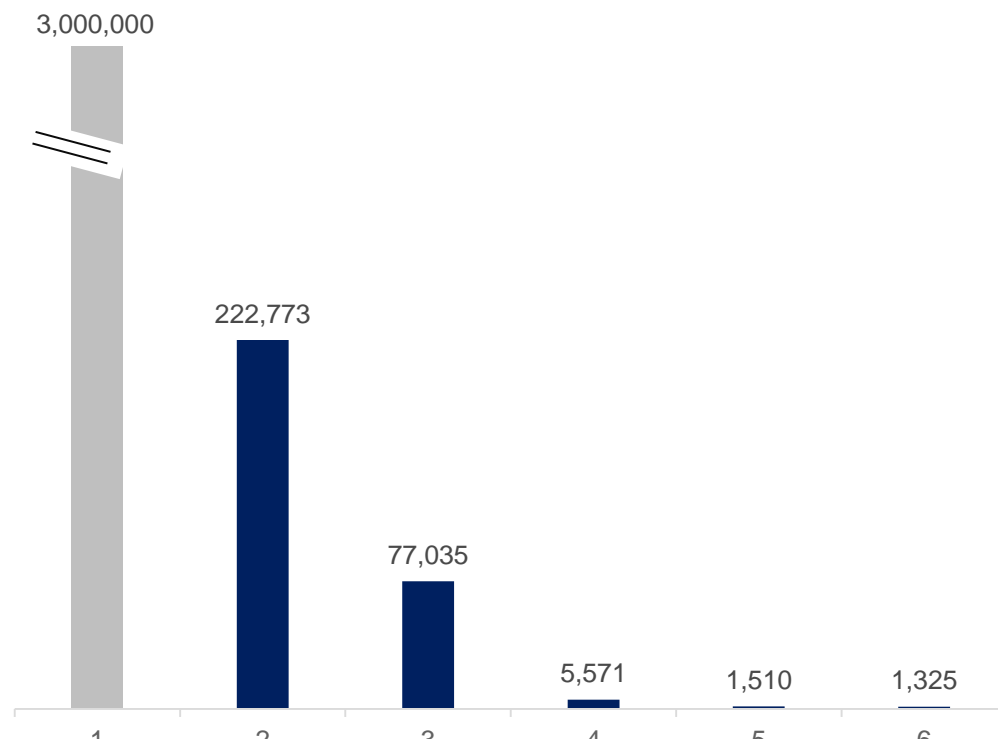
La Guinée prévoit de créer un fonds de réponse COVID-19 pour plus de 260 millions de dollars. Il serait financé par:

- La retenue de 5 cents US par litre de carburant de la nouvelle structure de prix, pour un montant de 43 millions de dollars;
- Grâce à une réaffectation de 5 millions de dollars des dépenses courantes;
- Économies liées au report du service de la dette publique extérieure (95 millions de dollars);
- Une contribution de 46 millions de dollars de l'Agence nationale guinéenne pour l'inclusion économique et sociale;
- La réaffectation de 11 millions de dollars venant d'autres lignes budgétaires du ministère de la Santé à la réponse au COVID-19;
- Contributions volontaires des particuliers et des entreprises, qui feront l'objet d'un appel à la solidarité nationale.



Environ 3,3 billions de dollars US d'aide ont été mis à disposition dans le monde pour la lutte contre le COVID-19

Réponses des donateurs au coronavirus au 30 avril 2020
(en millions de dollars US)



Multilateral

	million des US\$
World Bank	160,000
European Investment Bank	43,700
European Union (via European Commission)	17,000
OPEC Fund for International Development	1,000
New Development Bank	985
United Nations	88

Cinq principaux donateurs bilatéraux (pour tous les pays)

	million des US\$
France	1,301
Germany	1,239
Japan	915
United Kingdom	908
United States	775

Dons du secteur privé pour les bénéficiaires mondiaux

	million des US\$
Twitter	1,000
Facebook	120
Jeff Skoll	100
Melinda and Bill Gates Foundation	100
Michael and Susan Dell Foundation	100
Bloomberg	40
Netflix	30
Rockefeller	20

Total 1,510

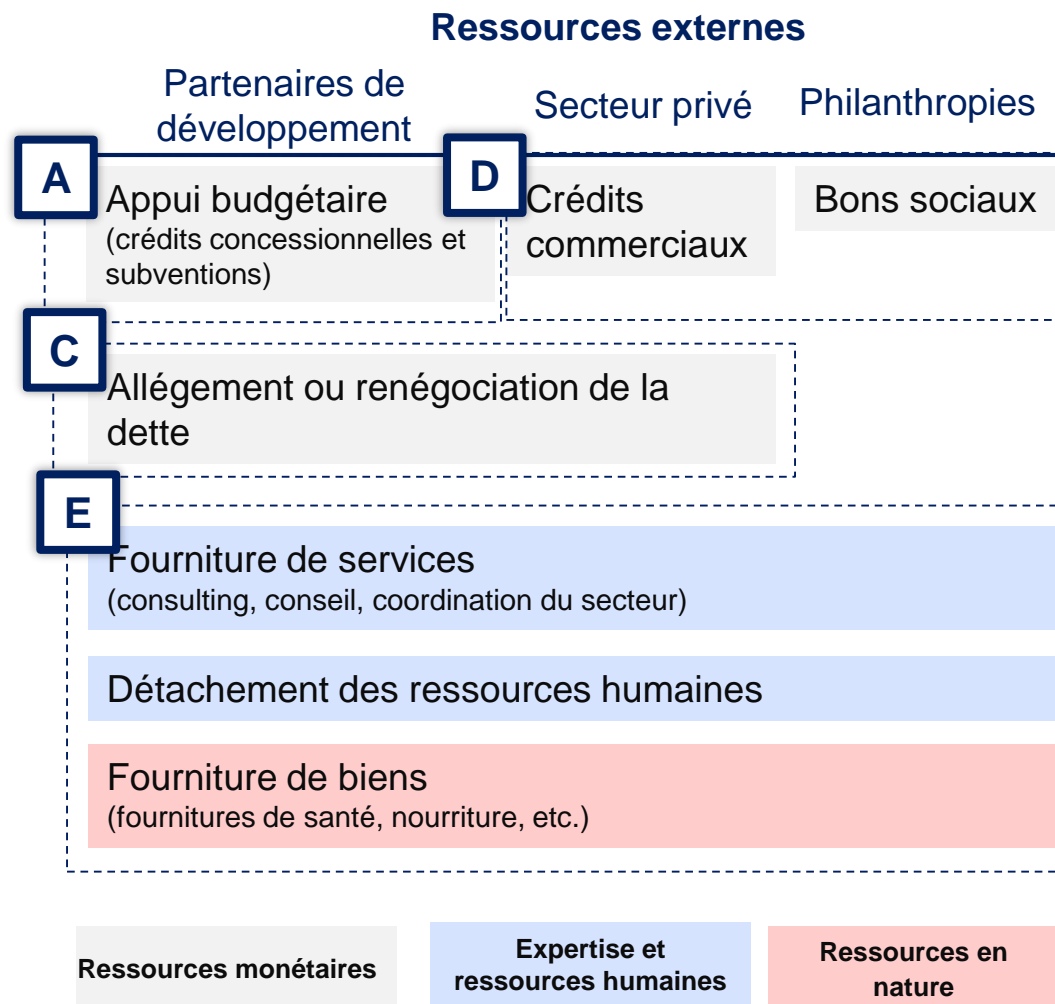
Basé sur le suivi des réponses des donateurs de l'ODI et analyse TBI: https://set.odi.org/wp-content/uploads/2020/05/Donor-responses_as-of-30April-2020.pdf

*Comprend la capacité totale de prêt du FMI, pas seulement celle consacrée au COVID-19

** FMI exclus



Cette aide se présentera sous différentes formes qui dépendront du type de donateur qui le fournira

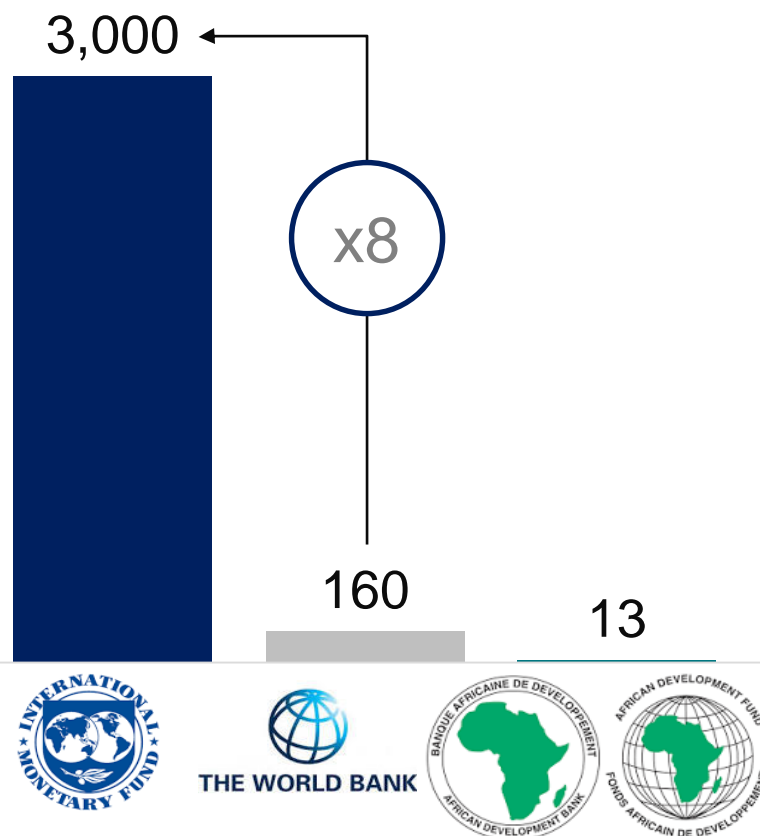




A

Appui budgétaire: La plupart des ressources monétaires immédiatement disponibles pour la réponse économique sont à la FMI

Milliards de dollars disponibles pour des prêts concessionnels jusqu'à fin 2021
(en milliards de dollars US)



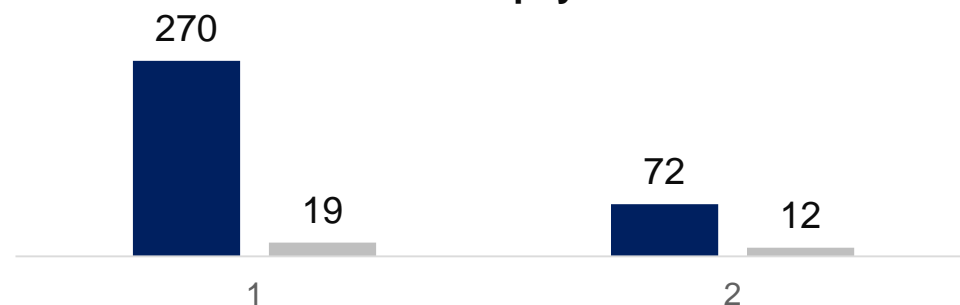
Avec plus de 8 fois la capacité de prêt de la Banque Mondiale et 300 fois celle de la BAD, le FMI est le plus important partenaire financier en termes de ressources monétaires en ce moment. Bien que leur financement soit censé être dédié aux réserves centrales, il est clair qu'une partie des décaissements devrait atteindre les coffres fiscaux à travers la monétisation (par exemple via des prêts de la Banque Centrale au gouvernement).



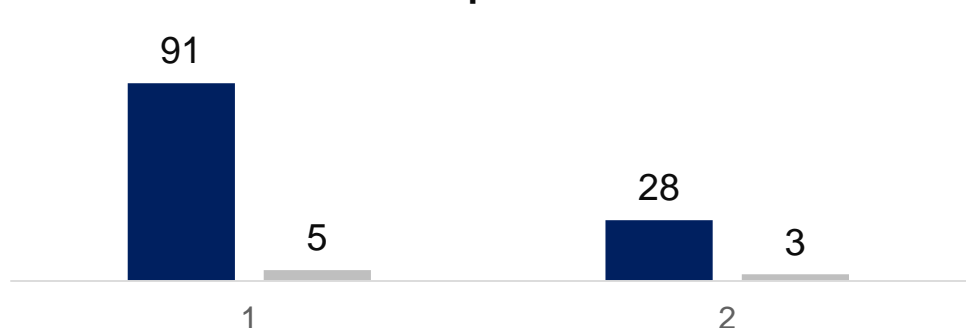
A Appui budgétaire: seule une petite partie des ressources financières de la Banque mondiale sera en actif liquide

Montant alloués* par la Banque Mondiale (en milliards de dollars US)

Tous les pays



Afrique

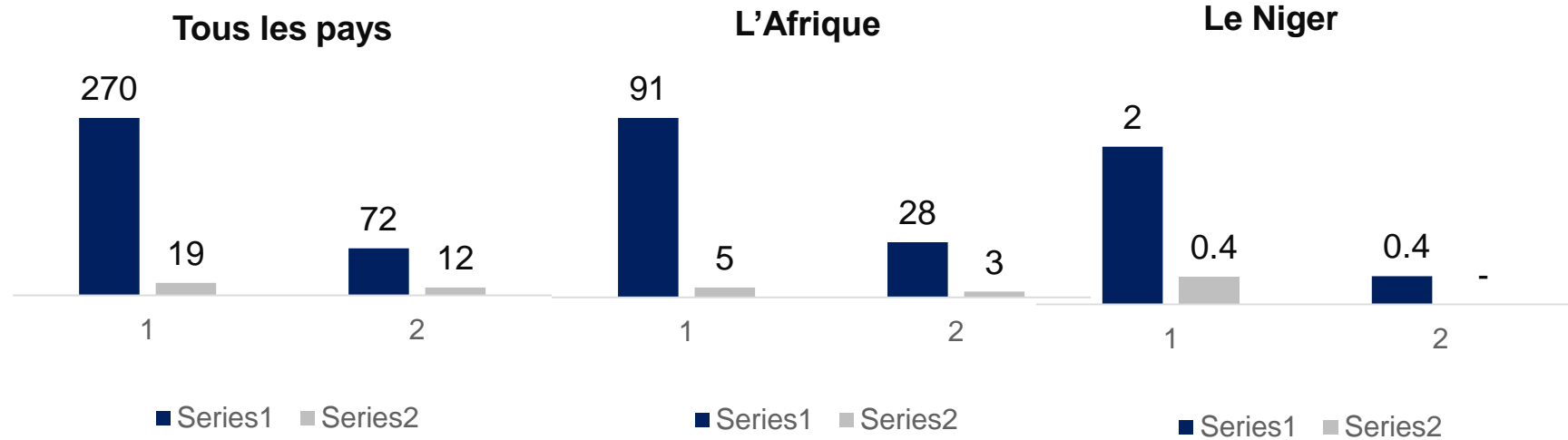


■ Series1 ■ Series2

- La Banque Mondiale a annoncé le déploiement de 160 milliards de dollars US pendant les 15 prochains mois, dont 50 milliards dédiés aux pays sous IDA.
- Normalement, **plus de 90% des financements de la Banque Mondiale en Afrique sont alloués à des projets d'investissement ou d'assistance technique**, et le reste en appui budgétaire.



Milliards de dollars alloués par la Banque Mondiale en cours

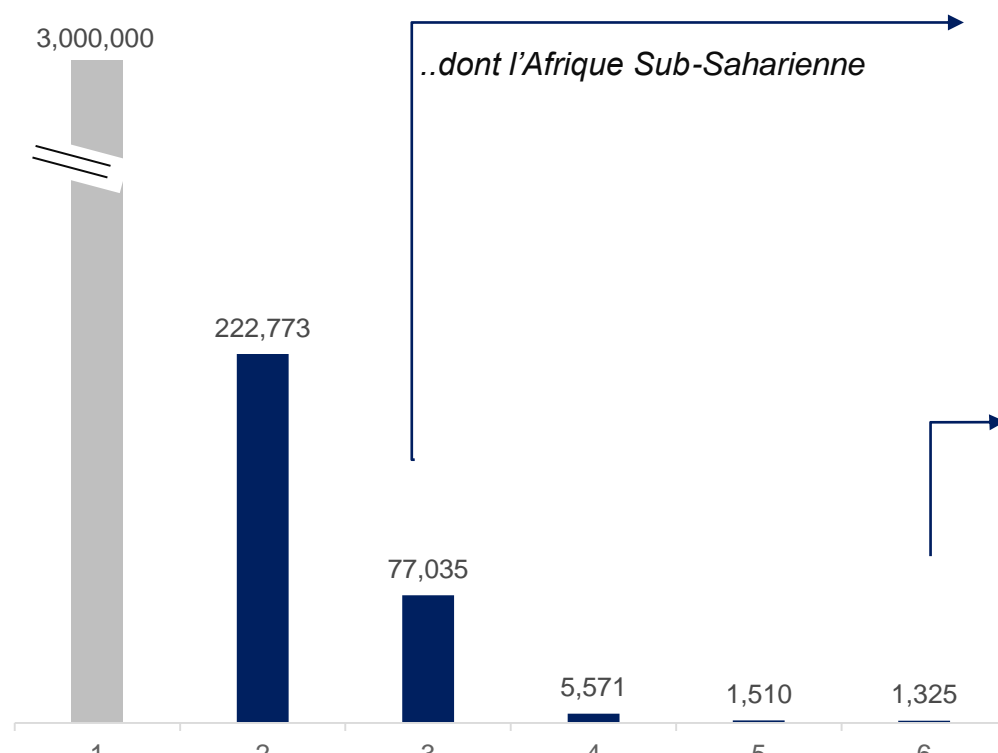




A

Appui budgétaire: les Banques Régionales et donateurs Bilatéraux se placent juste après le FMI et la Banque Mondiale en termes de ressources monétaires disponibles

Réponses des donateurs au coronavirus au 30 avril 2020
(en millions de dollars US)



Sub-Saharan Africa Regional Banks	US\$ million
• African Development Bank (AfDB)	13,000
• Eastern and Southern African Trade and Development Bank (TDB)	326
• West African Development Bank (BOAD)	324
• ECOWAS Bank for Investment and Development (EBID)	2
Total	13,651

Private sector with specific Sub-Saharan Africa recipients	US\$ million
• Motsepe Family and associated companies (South Africa)	57
• United Bank for Africa (Nigeria)	13
• BUA Group (Nigeria)	13
• Mike Adenuga Foundation (Nigeria)	4
Total	87

Basé sur le suivi des réponses des donateurs de l'ODI et analyse TBI: https://set.odi.org/wp-content/uploads/2020/05/Donor-responses_as-of-30April-2020.pdf

*Comprend la capacité totale de prêt du FMI, pas seulement celle consacrée au COVID-19

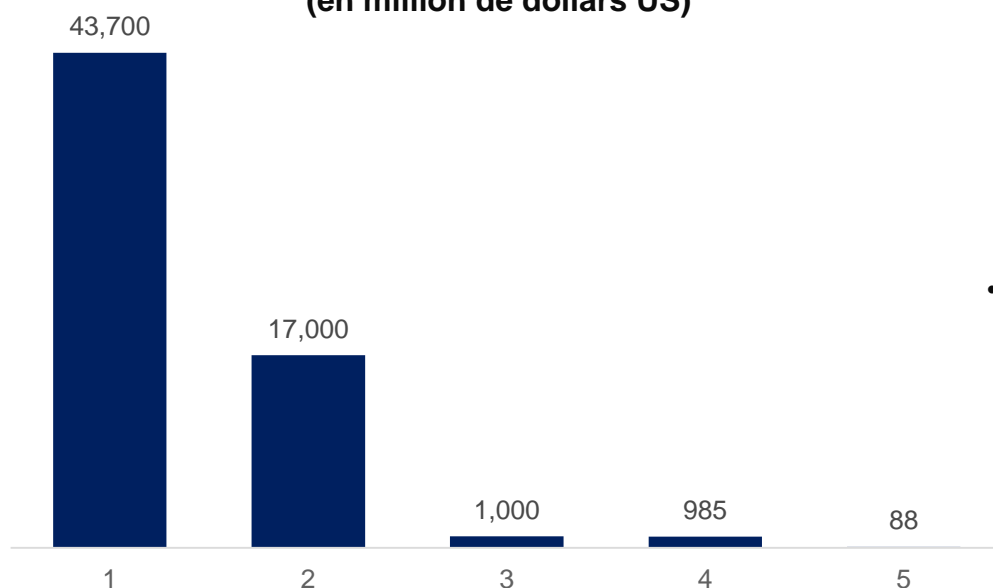
** FMI exclus



A Appui budgétaire: les liquidités proviendront aussi des bailleurs de fonds régionaux et, dans une moindre mesure, d'autres institutions multilatérales non régionales

Sub-saharan African Regional Banks	US\$ million
African Development Bank (AfDB)**	13,000
Eastern and Southern African Trade and Development Bank (TDB)	326
West African Development Bank (BOAD)	324
ECOWAS Bank for Investment and Development (EBID)	2
Total	13,651

Réponses des institutions multilatérales* au coronavirus au 30 avril 2020 (en million de dollars US)



- **La Banque africaine de développement a annoncé la création d'un fond doté de 13 milliards de dollars pour aider les pays membres régionaux à lutter contre la propagation du Covid-19 sur le continent.** Les ressources proviennent du guichet régulier de la Banque, des ressources non utilisées, des ressources du FAD-15 au titre des engagements anticipés et des ressources réorientées émanant de prêts annulables. Cela veut dire que les nouvelles ressources disponibles seront comparables à celles en cours.
- **La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) a annoncé un dispositif de financement de 3 milliards de dollars US destiné à aider les pays africains à faire face aux impacts économiques et sanitaires de la pandémie du COVID-19.** Le dispositif de financement sera disponible par le biais de financements directs, de lignes de crédit, de garanties, de swaps de devises et d'autres instruments.
- **Sur les 16,98 milliards de dollars mis à disposition par l'UE pour aider les pays partenaires, 2,3 milliards de dollars seront consacrés à l'Afrique.** Les fonds sont destinés à répondre à la crise sanitaire immédiate et aux besoins humanitaires qui en découlent, à renforcer les systèmes de santé, d'eau et d'assainissement des pays partenaires et leurs capacités de recherche et de préparation pour faire face à la pandémie, ainsi qu'à atténuer l'impact socioéconomique.

Basé sur le suivi des réponses des donateurs de l'ODI et analyse TBI: https://set.odi.org/wp-content/uploads/2020/05/Donor-responses_as-of-30April-2020.pdf

*Comprend 3 milliards de dollars US collectes via les Bons Sociaux de la BAD

** FMI et Banque Mondiale exclus à des fins d'illustration



Allègement ou renégociation de la dette: le FMI est rapidement passé sur l'allègement de la dette, il n'est pas clair s'il trouvera plus de ressources

- **En sachant que le niveau de dettes des pays de faibles ressources peut empêcher l'accès à de nouveaux prêts, le FMI a offert quelques allègements de la dette aux pays les plus pauvres.** Le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes permet au FMI d'accorder un allègement de dettes sous forme de dons, aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables frappés par une catastrophe naturelle ou de santé publique aux conséquences désastreuses. Le 13 avril, le FMI a annoncé l'allègement de la dette pour 25 pays au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC).
- **La FMI est censé trouver plus d'un milliard de dollars additionnel pour l'allègement de la dette ce qui servirait à couvrir la dette des mêmes pays pendant 18 mois.** Ces avances seront contingentes et en tandem avec les discussions entre le G20 et les pays Africains sur la dette bilatérale.
- **Les assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI seront un espace pour discuter de l'avancement du problème de la dette. Elles serviront également à donner un nouvel élan à la demande du G20 d'allègement de la dette bilatérale et privée.**
- **La plupart des dirigeants de la région conviennent qu'une coordination sera nécessaire pour obtenir un allègement significatif de la dette.** À cette fin, la préparation de la réunion du FMI et de la BM sera essentielle.



International Monetary Fund
World Bank Group

Réunions Annuelles de la
Banque Mondiale et le FMI
Octobre 2020 à Washington



Allègement ou renégociation de la dette: le G20 et la Chine seront les principaux groupes/pays à convaincre



Réunion G20 Novembre 2020
en Arabie Saoudite : le
problème de la dette sera,
espérons-le, abordé

- **Le G20** : le 15 Avril 2020, les Ministres des Finances du G20 ont annoncé la suspension du service de la dette des pays les plus pauvres (IDA et les moins développés selon UN). En outre, ils ont exprimé leur soutien avec une suspension limitée dans le temps des paiements du service de la dette pour les pays les plus pauvres qui appellent à la tolérance. Ils ont lancé un appel aux créanciers privés pour travailler, avec l'aide de l'Institut des Finances Internationales, à la création d'une initiative avec des conditions comparables. Nonobstant, il reste à voir si le G20 fera preuve de générosité et/ou prendra la direction de la coordination des créanciers privés une fois que les demandes fiscales des pays Africains continueront d'augmenter.
- **La Chine et la dette** : le Gouvernement chinois a eu une position généreuse chez les organismes multilatéraux en soutenant les mesures d'allègement de la dette au FMI et à la Banque Mondiale. Le Gouvernement a aussi déclaré qu'ils prendront au cas-par-cas la possibilité d'allègement de la dette bilatérale avec les pays en développement.
- **Le secteur privé détenant une dette souveraine**: un soi-disant « Groupe de Travail des Créanciers Privés Africains » a fait une déclaration vendredi 15 mai affirmant qu'ils aideraient les pays africains et d'autres fournisseurs de dette à amortir l'impact économique de la pandémie de coronavirus sur le continent. Le groupe représente 25 gestionnaires d'actifs et institutions qui ont financé des pays et des entreprises via des Bons Européens, des prêts syndiqués et des financements commerciaux. Cela indique une ouverture du secteur à envisager une approche organisée de la question. Les créanciers devront donc également être organisés et coordonnés afin de parvenir à un arrangement mutuellement avantageux.



Crédits commerciaux et bons sociaux: le secteur privé peut être une option tant que des garanties crédibles sont apportées



- Les **crédits commerciaux domestiques** peuvent être envisagés; toutefois il est important de considérer les effets sur le secteur privé et le système financier local.
- Le **secteur privé externe** est une option si le pays a déjà accédé à ce genre de fonds. Néanmoins, les capitaux globaux s'orientent vers des géographies où le risque est plus bas et où ils sont susceptibles de demander des primes impayables en l'absence d'une garantie exemplaire. Une option est d'utiliser les garanties des partenaires de développement qui se sont engagés à soutenir avec des ressources monétaires (voir plus bas l'exemple de la Côte D'Ivoire).
- **Les « bons sociaux »** sont des engagements financiers émis pour être consacrés à des objectifs sociaux: par exemple, les inventeurs fournissent des ressources financières, sous forme de subventions ou de faibles taux d'intérêt, en échange de résultats sociaux. Dans le contexte du COVID-19, l'impact social d'un financement direct et immédiat pour le gouvernement peut être argumenté de multiples façons et, par conséquent, des «bons sociaux» pourraient être envisagés (voir exemple Côte d'Ivoire ci-dessous).

La Côte D'Ivoire a émis son deuxième « bon social COVID-19 » avec lequel ils ont collecté 297 millions de dollars, pour un montant total de 594 millions de dollars déjà collectés. Le gouvernement a publié l'émission d'obligations sur le marché financier de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA). Cet argent a été recueilli pour faire un pont financier dans l'attente de 3 mois pour un décaissement du FMI d'une valeur de 884 millions de dollars.





Fourniture de biens, services, et RH: l'assistance technique des PDD et les donations du secteur privé et philanthropies



La plupart des fournitures de biens et services viendra de projets d'assistance technique

- **Protéger le secteur financier** : le FMI a une expertise considérable. Il a également les ressources pour évaluer la santé du secteur financier; ceci sera essentiel pour maintenir le secteur en bonne santé tout en assouplissant les mesures ou en insérant des liquidités.
- **Stratégie des finances publiques** : les projets de Gouvernance ou de gestion des finances publiques des PDD sont particulièrement bien positionnés pour fournir des ressources pour préparer de nouvelles stratégies dans le contexte COVID-19.

En combinant l'appui ou les garanties des projets de développement et le secteur privé, il est possible d'agrandir les possibilités de politique

- **Appui à la coordination avec le secteur privé**: les PDD ou le secteur privé peuvent fournir des ressources humaines, qui s'occuperont de tâches additionnelles de coordination des rencontres avec le secteur privé, et du management de suivi.
- **Créer un espace fiscal à travers des garanties aux PPP**: Implication des financeurs d'infrastructures pour alléger les remboursements de dettes, y compris les IFD pour les projets privés (en s'assurant que les économies transitent par le gouvernement). Obtention de conseils juridiques afin de minimiser le risque d'exposition financière pour les investissements différés en raison de la crise (manquement du gouvernement par rapport à un cas de force majeure).
- **Agrandir l'accès aux finances à travers les projets de développement** : Les IFD spécialisées dans le secteur public disposent de ressources disponibles pour un financement direct aux entreprises ou aux banques.

Tant les donations de biens et services que l'assistance publique doivent être considérées

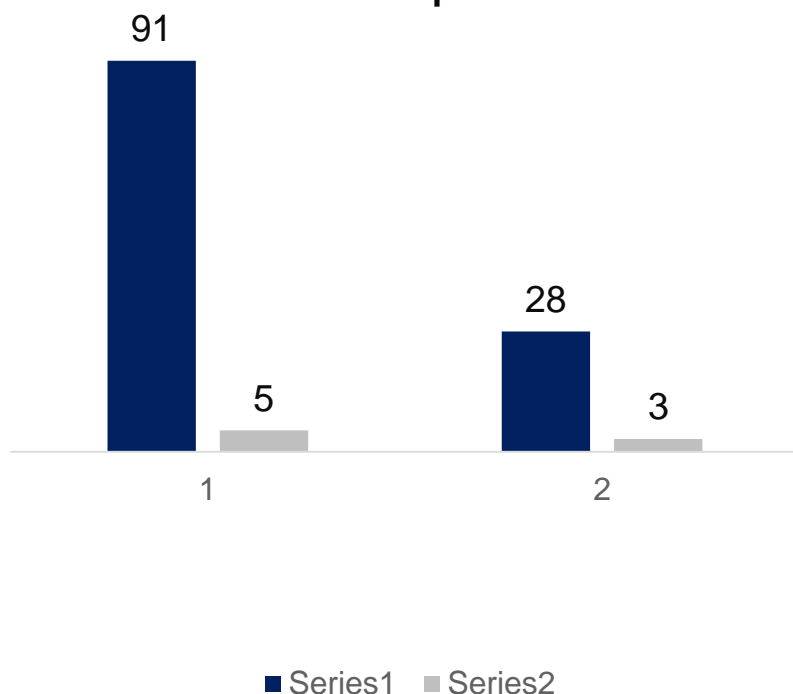
- **Propositions provenant du secteur privé**: le secteur privé peut fournir des information clés pour comprendre l'effet des mesures de contingence sur l'économie.
- **Donations des aliments de base et produits de santé** : le secteur privé et les philanthropies nationales et internationales peuvent être attirés par des donations directes de besoins



Fourniture de biens, services, et RH: les ressources les plus rapides viendront des projets déjà en cours et en préparation

Montant alloué par la Banque Mondiale actuellement
(en milliards de dollars US)












L'Afrique



- Puisque les fonds annoncés par la Banque Mondiale paraissent provenir de financements déjà prévus, on peut s'attendre à ce que **les gouvernements soient encouragés par la Banque à examiner leurs projets en cours** pour les diriger vers la protection sociale. On peut attendre une situation similaire chez la BAD
- Par conséquent, compte tenu du temps nécessaire à ces banques pour approuver de nouveaux projets, les ressources les plus rapides seront sûrement disponibles plutôt sur les projets déjà en cours.
- Les projets d'assistance technique peuvent être restructurés vers les nouveaux challenges soulevés par le COVID-19 ; certains projets de la Banque mondiale ont des composantes d'intervention d'urgence conditionnelle (CERC) qui peuvent être utilisées dans le même but.



Présentez des mesures ciblées avec des estimations claires et crédibles des besoins en ressources

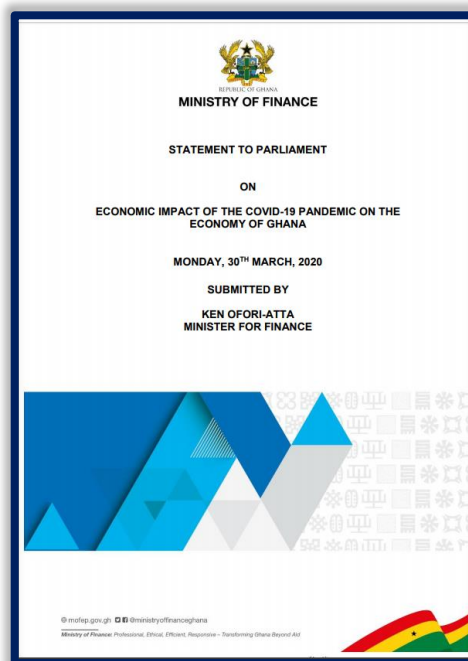
Exemples de mesures		Exemple de ressources		
		Ressources monétaires	Expertise et RH	Ressources en nature
Assouplissement de la réglementation	<ul style="list-style-type: none"> • Une agence dédiée aux problématiques des industries clés 	 10 Milles USD Donation pour la logistique	 2 conseillers de Gouvernance Implémentation de l'agence	 Espace bureau pour loger l'agence
		Banque Centrale 40 million USD Avance fiscale immédiate	 2 consultants 3 semaines Assistance technique pour cibler les secteurs clés	 1.5 million USD Ajournement des frais de transfert du gouvernement
Accès à la finance	<ul style="list-style-type: none"> • Injection de liquidités • Garantie de prêts du gouvernement pour les industries clés 	 360 million USD Appui aux réserves centrales	 2 Boursiers à distance Assistance technique sur les problèmes de confidentialité du traçage mobile	 1.5 million USD Garanties directes au secteur privé
		 40 million USD Appui budgétaire pour l'écart fiscal	 1.5 million USD Assistance technique pour les tests de vaccins locaux	 0.5 million USD Donations d'engrais aux entreprises agro
Transferts	<ul style="list-style-type: none"> • Diminution des taxes, frais de douane et charges diverses dans le secteur agro et tourisme • Transfert de cash au citoyens vulnérables 			



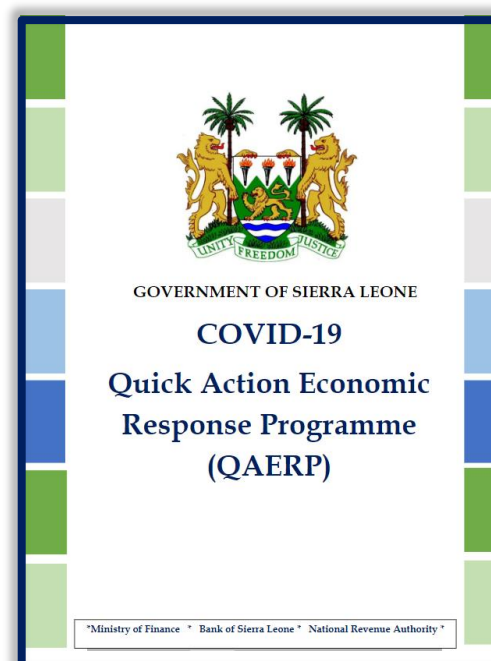
Exemples de plan de financement de la riposte économique



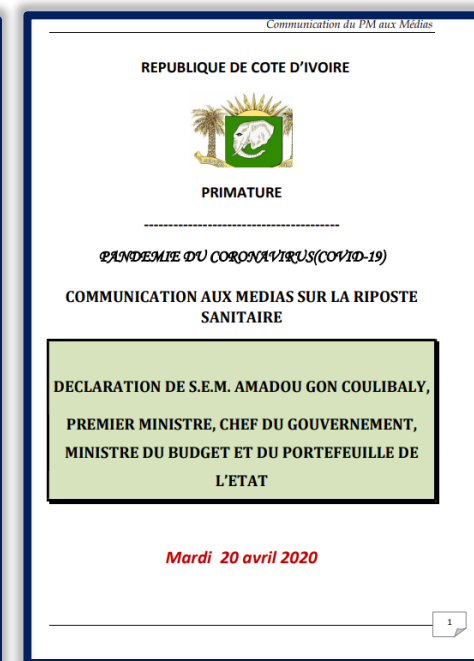
Guinea
[cliquez ici](#)



Ghana
[cliquez ici](#)



Sierra Leone
[cliquez ici](#)



Cote D'Ivoire
[cliquez ici](#)